

ARCHIVO SECCION DOCUMENTOS
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



GENERAL

E/CN.12/AC.16/15
14 février 1952
FRANCAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Comité plénier
Santiago, Chili
11 février 1952

QUATRIEME RAPPORT ANNUEL DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

SOMMAIRE

Page

ETENDUE DU RAPPORT	
PREMIERE PARTIE. EXAMEN D'ENSEMBLE DE L'ORGANISATION ET DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ET DU SECRETARIAT.....	
A. Mandat.....	
B. Projets.....	
1. Développement économique.....	
2. Problèmes économiques de l'agriculture.....	
3. Commerce international.....	
4. Etude économique de l'Amérique latine.....	
C. Discussions officieuses avec des fonctionnaires gouvernementaux et des économistes.....	
D. Bureau de Mexico.....	
E. Relations avec d'autres sections du Secrétariat des Nations Unies.....	
DEUXIEME PARTIE. RELATIONS AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....	
A. Institutions spécialisées.....	
B. Conseil économique et social interaméricain.....	
C. Autres institutions.....	
D. Participation du Secrétariat à des réunions internationales	
TROISIEME PARTIE. COMPTE RENDU DES DEBATS DU COMITE PLENIER	
A. Composition, assistance aux débats et organisation du travail	
B. Ordre du jour de la réunion du Comité plénier.....	
C. Discussions et résolutions	
1. Compte rendu des discussions.....	
a) Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux.....	

/b) Activités des

b) Activité des Nations Unies en Amérique latine en vertu du programme d'assistance technique.....	
c) Intégration de l'économie nationale des pays de l'Amérique centrale.....	
d) Production et répartition du papier journal et du papier d'édition en Amérique latine.....	
e) Modifications au règlement intérieur.....	
f) Coordination avec le Conseil économique et social interaméricain.....	
g) Programme de travail et ordre d'urgence.....	
2. Résolutions adoptées	
3. Projet de résolution pour le Conseil économique et social sur le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine.....	
APPENDICE : Exposé oral du Secrétaire exécutif à la séance du 11 février 1952 du Comité plénier.....	

APPENDICE

EXPOSE VERBAL DU SECRETAIRE EXECUTIF

A LA REUNION DU COMITE PLENIER

DU 11 FEVRIER 1952

Comme l'a souligné le Président, le Comité plénier n'aura pas cette année à remplir les fonctions de la Commission durant ses sessions annuelles. La raison en est bien simple. Il eut été impossible de réaliser dans le court délai d'une année le vaste programme de travail adopté à la Conférence de Mexico, et cette considération a incité le Conseil économique et social à reporter au mois de février 1953 la date de la prochaine réunion de la CEPAL à Rio de Janeiro. Mais, comme entre juin 1951 et février 1953 l'écart de temps eût été trop long, le Conseil a estimé qu'il serait utile que le Comité se réunisse pour donner aux gouvernements représentés au sein de la Commission l'occasion d'examiner la manière dont le Secrétariat s'acquitte de la tâche qui lui a été impartie et de faire les observations, suggestions et modifications qui leur sembleraient indiquées et que le Secrétariat recevra avec le plus grand intérêt.

Un rapport sur l'état d'avancement des travaux a été distribué, qui expose de la manière à la fois la plus brève et la plus détaillée la façon dont nous réalisons notre programme d'action. Aussi ne voudrais-je pas me perdre en prolixités et distraire indûment le temps des représentants. J'aimerais seulement saisir l'occasion qui m'est donnée d'expliquer la raison d'être de ce programme et les objectifs qu'y poursuit la Commission.

Nous avons présenté aux diverses sessions de la Commission un nombre parfois considérable de documents dans lesquels les phénomènes économiques des pays de l'Amérique latine sont exposés, analysés et interprétés. Ces

études pourraient être considérées comme ayant un caractère théorique et s'il est certain que, comme la réalité nous en convainc chaque jour davantage, toute action pratique doit se baser sur la théorie, qu'il s'agisse du domaine économique ou de tout autre champ de la connaissance humaine, ce n'en serait pas moins une grave erreur de conclure que l'organisation permanente de la CEPAL n'est qu'un instrument d'analyse théorique. Ce serait une grave erreur qui équivaudrait à écarter la Commission de la voie qui lui a été tracée au cours de ses diverses sessions. La CEPAL n'est pas un instrument d'analyse théorique, non plus qu'elle n'est un corps d'investigations scientifiques; elle suit au contraire des buts infiniment pratiques, buts qui ont été progressivement définis et qui ont probablement trouvé leur expression la plus claire à la Conférence de Mexico.

Quels sont donc ces buts pratiques que se propose la CEPAL? C'est là une question qui m'a été posée bien souvent, et je pense que cette réunion est l'occasion appropriée pour tenter d'y répondre.

Précisons tout d'abord que, en tant qu'organe d'action internationale, la CEPAL ne peut concéder d'emprunts; la CEPAL ne peut prendre aucune décision dans les questions économiques comme le font d'autres entités; la CEPAL ne peut fournir des experts pour le vaste programme d'aide économique qui s'étend sur toute l'Amérique latine.

Si elle ne peut réaliser ces tâches pratiques, si en même temps elle n'est pas un institut de recherches théoriques, quelle est donc la mission pratique de la CEPAL? Je vais m'efforcer de répondre à cette question en analysant successivement nos trois grands champs de travail: le développement économique, l'analyse des tendances et des faits récents des économies des pays de l'Amérique latine et le commerce international.

En matière de développement économique, il ne fait aucun doute, à en juger par les recommandations et les résolutions adoptées à Montevideo et

Mexico, que les gouvernements membres de la Commission orientent de plus en plus leur travail vers l'étude des forces qui agissent au coeur même de l'économie latino-américaine et dont on ne saurait évaluer l'action d'un jour à l'autre, ni même d'une année à l'autre. Leurs effets sont lents, mais ils sont profonds. Il s'agit de ces forces du développement économique qui changent graduellement la structure économique des pays de l'Amérique latine parce qu'elles influent de manière décisive sur le niveau de vie et de consommation des masses, ainsi que sur la formation des capitaux.

Il existe d'autre part une série de facteurs qui exercent une influence rapide et immédiate sur la situation économique et moulent la réalité économique éternellement mouvante.

La différence est fondamentale entre ce que nous avons défini comme les forces profondes du développement économique et ce que nous pourrions appeler les facteurs circonstanciels qui modifient constamment le cours des événements économiques dans nos pays.

Ce sont ces dernières qui préoccupent la plus vivement nos gouvernements et retiennent leur attention immédiate. Tous ceux qui ont eu la responsabilité de diriger les affaires économiques en quelque pays d'Amérique latine savent fort bien que de nos jours et depuis la crise mondiale l'attention des hommes politiques, aussi bien que celle des économistes, a été continuellement attirée par ces facteurs qui soumettent l'économie à des fluctuations constantes. En d'autres termes, leur attention a été continuellement accaparée par l'inéluctable nécessité de résoudre des problèmes immédiats, au détriment bien souvent, de l'étude systématique de ces autres forces qui lentement modifient la structure même des économies.

C'est seulement en périodes de crise ou de déséquilibre, alors que ces forces, auxquelles nous n'avons pas prêté une attention suffisante se manifestent librement, que nous découvrons leur présence au coeur même de

/l'économie.

l'économie.

Aussi est-ce avec joie que nous avons reçu des gouvernements membres de la Commission le mandat exprès de consacrer la majeure partie de notre temps à l'étude de ces forces profondes du développement économique.

Et il m'est particulièrement agréable de souligner l'écho favorable que nous avons rencontré dans tous les pays de l'Amérique latine au cours de nos quelques années de travail dans cette capitale; peut-être ceci pourra-t-il contribuer à la formation dans ces mêmes pays de groupes d'économistes qui, libérés de la tâche de chercher une solution aux problèmes d'aujourd'hui ou de demain, pourront étudier ces forces essentielles et affronter directement tous ces problèmes du développement économique qui requièrent essentiellement de l'esprit de prévoyance et des mesures gouvernementales à long terme.

Tel est donc le sens profond du problème. Quelle va être en ce cas l'action pratique de la CEPAL?

Elle se manifeste des façons suivantes :

Premièrement en déterminant les nécessités techniques des pays de l'Amérique latine;

Deuxièmement, en déterminant leurs besoins en investissements de capitaux;

Troisièmement, en étudiant la technique requise pour l'élaboration de programmes;

Quatrièmement, en contribuant à formuler une politique de développement, et

Cinquièmement, en formant des économistes spécialisés dans les problèmes de développement économique.

Si vous le permettez, Messieurs, j'examinerai brièvement chacun de ces points, parce que ceci me paraît indispensable pour comprendre la portée véritable du programme des travaux auxquels nous nous sommes attachés.

/J'ai la

J'ai la conviction que le travail technique que les organes correspondants des Nations Unies et du Point IV réalisent actuellement en Amérique latine est d'une importance transcendante pour le développement économique de celle-ci.

Ce travail s'attaque à un domaine encore peu exploré; comme toute oeuvre nouvelle, il se heurte à d'énormes difficultés. Ce n'est qu'après être passé par bien des expériences et bien des erreurs que la voie juste sera trouvée.

La tâche de la CEPAL est d'aider les gouvernements à définir clairement leurs besoins techniques. Ceux-ci sont de deux ordres : d'une part, la nécessité de recevoir une aide technique immédiate pour résoudre certains problèmes qui demandent simplement l'application de connaissances techniques éprouvées à fond dans d'autres pays; c'est l'aspect le plus aisé du problème. Mais il faut d'autre part adapter les techniques étrangères aux modalités particulières des pays latino-américains et, à un stade plus avancé, il faut trouver des formes techniques nouvelles appropriées à ces modalités en fouillant l'énorme masse des connaissances scientifiques accumulée dans les pays plus développés.

Quel critère adopter pour déterminer clairement les nécessités techniques? Il est impossible de déterminer de façon abstraite ce qui convient à un pays en ce domaine. Le critère doit résulter d'une étude adéquate des problèmes que présente le développement économique du pays donné. L'aide technique doit être fournie en fonction directe à la fois des possibilités de développement et des obstacles qui s'y opposent. Un plan de priorités s'impose donc afin d'éviter les improvisations et empêcher que, pour des raisons ou motifs purement circonstanciels, les pays intéressés ne détournent vers des secteurs moins essentiels les ressources techniques internationales immédiatement requises ailleurs pour favoriser le développement économique.

Comment la CEPAL se prépare-t-elle à collaborer à cette tâche? De trois façons : en premier lieu, au moyen d'études réalisées par des groupes d'économistes en certains pays d'Amérique latine; en second lieu, au moyen d'enquêtes spéciales; en troisième lieu, par l'analyse de certains secteurs de l'économie de l'Amérique latine.

Je vais considérer la première méthode en prenant comme exemple typique le cas du groupe d'économistes que la CEPAL a récemment envoyés en Equateur avec l'assentiment du gouvernement du pays. Les économistes sont partis dans le but d'étudier, avec toute l'objectivité et l'impartialité possibles, les faits relatifs à l'économie équatorienne en s'inspirant du concept fondamental qu'il ne saurait suffire d'examiner les statistiques et les faits, mais qu'il est, de plus, indispensable d'essayer de les interpréter à la lumière des conditions locales. Dans ce but, des discussions systématiques ont été arrangées avec des personnalités officielles ou privées susceptibles de donner des vues éclairées et dont les opinions doivent être prises en considération dans les rapports.

Une fois en possession de l'étude approfondie de l'économie de l'Equateur élaborée par ces économistes, nous serons à même de discerner avec clarté l'ordre d'urgence dans les besoins d'aide technique du pays et de voir comment une aide internationale pourrait être apportée au pays pour en résoudre, l'un après l'autre, les problèmes techniques.

La seconde méthode, celle des enquêtes spéciales, va s'inaugurer prochainement dans un pays d'Amérique latine où nous nous proposons d'examiner quelles sont actuellement les formes d'investigation technique en usage et quelle est la formation donnée aux experts - et quels sont en la matière les besoins les plus urgents en relation avec les difficultés et les potentialités de développement économique au dit pays.

/Nous avons

Nous avons cru bon d'initier d'abord ces recherches dans un seul pays afin d'appliquer ultérieurement à d'autres les leçons de l'expérience ainsi acquise. Et nous serions désireux de solliciter dans ce but la coopération d'autres organes des Nations Unies et celle de l'Administration de l'assistance technique. Au cours de cette enquête, nous nous proposons de vérifier quels sont les problèmes qui ont pu jusqu'à présent être résolus grâce à une organisation adéquate des recherches techniques dans les pays de l'Amérique latine, quels ont été les résultats obtenus, quelles ont été les difficultés à vaincre pour étendre ces recherches à l'agriculture et à l'industrie et à d'autres domaines en fonction du développement économique, quels seraient enfin les meilleurs moyens de mener cette tâche à bien, compte tenu, tant des ressources locales disponibles, que de la possibilité d'obtenir une coopération internationale.

Nous en sommes encore à faire nos premiers pas dans ce domaine et c'est de la qualité des directives auxquelles conduiront nos études systématiques que dépendra l'utilisation efficace, non seulement des ressources internationales, mais encore de toutes celles que chaque pays individuellement pourra consacrer à un but de si haute portée.

Enfin la CEPAL a entrepris certaines études spéciales, telles que celles du fer, de l'acier et du papier, auxquelles je me référerai plus loin. Indépendamment d'autres fins utiles, ces études vont nous permettre de déterminer quels sont les besoins techniques de nos pays dans certains domaines particuliers.

Passons maintenant au second secteur de l'action pratique de la CEPAL : l'étude des investissements nécessaires en Amérique latine.

Comme vous le savez bien, il n'existe aucune étude qui nous permette de déterminer, avec un degré raisonnable de sécurité et de précision, le montant

des investissements que nécessiteraient les divers pays de l'Amérique latine, compte tenu des divers degrés hypothétiques de développement économique, non plus qu'il n'existe aucune estimation valable du montant des capitaux étrangers dont certains pays ont besoin pour compenser l'insuffisance de l'épargne nationale.

Des estimations générales ont été faites; elles peuvent servir de base pour des approximations préliminaires, mais les besoins véritables ne peuvent être connus que par une étude systématique de chacun des pays de l'Amérique du Sud, en commençant par les secteurs dans lesquels le besoin d'investissements se fait sentir de la façon la plus pressante.

Le problème de l'investissement des capitaux étrangers pour promouvoir le développement économique a été fréquemment discuté au sein de cette Commission de même qu'au Conseil économique et social des Nations Unies. L'afflux des idées est continu, et celles-ci sont loin d'avoir pris une forme définitive. Il est certain que des changements dans la façon d'envisager ces problèmes s'imposent dans le futur si les expériences réalisées doivent apporter un enseignement utile.

Mais pour ceci l'Amérique latine doit avant tout arriver à une conception claire des domaines où elle veut employer ses propres ressources en capital, de l'ampleur des capitaux qu'elle nécessite de l'étranger et de ses aptitudes à les investir. Je ne crois pas qu'elle puisse le réaliser sans que soit faite au préalable une étude méticuleuse de ses nécessités et de ses possibilités réelles.

J'espère que des rapports tels que celui que j'ai déjà mentionné sur l'Equateur et ceux que nous sommes en train de préparer sur d'autres pays, démontrent que, si l'action de la CEPAL ne se traduit pas par des mesures concrètes, son travail n'en pourra cependant pas moins exercer une influence pratique réelle, spécialement dans le domaine de la coopération économique

/internationale.

internationale.

On pourrait écrire beaucoup sur ce sujet. Les programmes de développement économique ont éveillé un intérêt considérable ces dernières années. La Commission économique pour l'Amérique latine a recommandé aux gouvernements d'ajuster leur politique de développement à des programmes pré-établis et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement insiste en toutes occasions sur la nécessité d'élaborer des programmes préalables. Néanmoins l'on peut dire que jusqu'à ce jour nous n'avons guère dépassé le stade des généralités.

A ce sujet, le Secrétariat a présenté à la Conférence de Mexico un rapport dans lequel il exposait en termes généraux ce que devrait, à notre avis, contenir un programme, quels devraient être ses éléments, comment se devrait déterminer la valeur respective de ses divers points et leur degré de compatibilité. Néanmoins il n'existe pas encore d'exemples concluants de ce que des pays d'Amérique latine aient su appliquer avec succès ces méthodes d'études dans leurs programmes de développement économique. En d'autres termes, nous n'avons pas encore dépassé le stade des formules générales.

Aussi la CEPAL se propose-t-elle, en accord avec le plan des travaux approuvé à Mexico, de mettre au point une technique pratique pour l'élaboration des programmes, qui soit susceptible de résister à l'épreuve des faits et qui, pour être simple, n'en soit pas moins apte à être progressivement étendue à tous les pays désireux d'avancer dans ce domaine.

Comme on le sait, le but fondamental de tout programme est d'accroître la productivité et le revenu réel du pays afin d'améliorer le niveau de vie des masses. Supposons que le but d'un pays soit d'atteindre, en un nombre déterminé d'années, un accroissement donné du revenu réel par habitant. Si du fait de cet accroissement, tous les autres facteurs économiques se trouvaient

/multipliés par

multipliés par le même coefficient, il serait facile de dresser un programme. Si par exemple durant cette période donnée la population continuait à répartir ses dépenses de consommation comme elle le fait actuellement, il serait aisé de calculer, grâce à ce même coefficient, la quantité de ses besoins futurs. De même si les investissements de capitaux demeuraient de la même nature, il serait facile d'en établir le montant. Enfin si l'on savait que, dans la mesure où croît le revenu réel de la population, vont croître parallèlement les exportations, et par conséquent la capacité à importer mesurée par ces exportations, nous serions à même de dresser un schéma abstrait parfaitement simple de développement économique. Malheureusement aucune de ces conditions n'existe dans la réalité. Les phénomènes sont si complexes que tout accroissement appréciable du revenu réel s'obtient uniquement au moyen de changements fondamentaux dans l'économie elle-même et à son tour cet accroissement du revenu exercera une influence profonde sur les formes des investissements et sur les domaines vers lesquels ils se dirigeront. Des changements significatifs surviendront dans les aspects et les types de la consommation, de même que dans le rythme de développement de certaines consommations. La propension à économiser et à investir se trouvera de même grandement modifiée. Tous ces éléments complexes doivent être envisagés dans l'élaboration d'un programme de développement. Il faut donc arriver à simplifier les diverses variables d'une économie et les réduire à quelques données fondamentales. Ceci exige une technique de travail appropriée, qui permette de maîtriser dans le présent une énorme quantité de statistiques et d'évaluer l'ampleur qu'elles pourront atteindre dans le futur, en se basant sur l'expérience acquise par d'autres pays dans des conditions comparables.

Il ne s'agit là ni d'une technique aisée, ni d'une technique qui se puisse improviser. Il faut commencer par l'élaborer, et c'est là précisément

le point

le point où nous en sommes. Je ne saurais promettre des résultats rapides. Les premiers fruits de notre labour seront soumis à la prochaine conférence de Rio de Janeiro, mais je ne crois pas qu'ils puissent être définitifs, car les économistes de la CEPAL ne pourraient par eux-mêmes découvrir, explorer et analyser les divers aspects du problème. Pour cette raison j'estimerai utile de réunir, dès que nous disposerons de nos premiers résultats, des délégués latino-américains et des experts d'autres pays susceptibles de s'intéresser à ces problèmes, afin qu'ils puissent discuter à fond entre eux la technique de l'élaboration des programmes de développement économique. Ces réunions se feraient avec le concours de l'Administration de l'assistance technique comme tel fut le cas à d'autres occasions dont je parlerai bientôt. De tous ces travaux devraient résulter des enseignements pratiques susceptibles de guider les pays qui, considérant que l'établissement de programmes adéquats est le moyen le plus efficace de provoquer le développement économique, décideront d'y collaborer.

J'en arrive maintenant au quatrième point que je m'étais proposé d'analyser dans ce secteur du développement économique : la contribution de la CEPAL à l'élaboration d'une politique de développement économique. Je crois qu'aujourd'hui nous voyons le problème avec plus de clarté qu'il y a quelques années, et ceci nous a encouragé à l'attaquer résolument. J'aimerais citer deux cas d'une certaine importance sur lesquels nous travaillons actuellement : premièrement celui de la politique d'intégration des économies nationales des pays de l'Amérique centrale, et deuxièmement celui de la politique monétaire et fiscale qui serait le mieux adaptée aux nécessités du développement économique.

A la Conférence de Mexico, les républiques d'Amérique centrale ont demandé à la CEPAL d'étudier la possibilité de leur intégration économique. J'ai

/rarement entrepris

rarement entrepris une étude aussi profondément convaincu de sa nécessité et de ses possibilités,

L'Amérique centrale se heurte à un très sérieux obstacle : l'exiguïté des territoires des pays qui la composent. Cet obstacle est évidemment compensé par d'autres conditions propices au développement, et il n'avait pas présenté de conséquences sérieuses tant que l'économie de ces pays avait été dirigée vers l'accroissement de leurs exportations, c'est-à-dire qu'elle avait tendu à se développer vers l'extérieur; mais actuellement, avec la tendance au développement vers l'intérieur grâce à l'industrialisation, survient un problème très sérieux qu'avait ignoré jusqu'alors l'Amérique centrale : celui de l'incompatibilité entre la nécessité de développer certaines formes d'industrialisation et la limitation des marchés. C'est ainsi que des hommes éclairés ont encouragé l'idée d'une étroite union politique et économique de l'Amérique centrale. L'aspect économique seul nous concerne. Nous croyons que les conditions sont favorables à l'intégration; nous croyons que le moment est venu d'envisager la possibilité de créer dans un pays donné de l'Amérique centrale des industries qui travailleraient pour ce pays en particulier et pour les autres pays d'Amérique centrale, en même temps que se créeraient dans ces autres pays des industries susceptibles de travailler également pour le premier; en d'autres termes nous envisageons la possibilité d'échanges industriels profitables à tous, complétés par des échanges de produits agricoles et de matières premières également profitables à l'ensemble de ces pays. C'est avec enthousiasme que nous avons abordé l'étude de ce problème.

A la fin de ces sessions, je pense accompagner le Directeur de notre Bureau à Mexico et son chef d'investigations dans une longue visite en Amérique centrale afin de mieux me pénétrer de ses problèmes et les connaître par moi-même, en plus de l'abondante information que nous avons réunie et

des études déjà effectuées, et afin de me mettre en contact direct avec les personnalités les plus importantes. Les conditions ne sauraient être plus propices. L'organisation des États de l'Amérique centrale a été un grand encouragement pour la CEPAL et j'espère que, dans la mesure de nos moyens nous serons à même de servir cette grande idée comme elle le mérite. Nous voyons ici l'autre but pratique que poursuit la CEPAL : considérer le problème du développement économique de l'Amérique centrale comme un tout et non pas comme une série de problèmes isolés correspondants à chaque pays en particulier, envisager la région dans son ensemble du point de vue de son unité économique et de l'interdépendance des États qui la composent. Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour aboutir à des recommandations qui pourront être utiles aux gouvernements d'Amérique centrale.

En ce qui concerne les politiques monétaires et fiscales dans leur rapport avec le développement économique, la Conférence de Mexico avait voté une résolution demandant à la CEPAL de préparer un rapport sur la question et de le soumettre à la discussion d'un Comité d'experts. La tâche est vaste en matière de politique monétaire et fiscale. Durant les sessions de Mexico, j'ai eu l'occasion de souligner que, confrontée avec les formidables problèmes du développement économique, la politique monétaire s'était montrée plutôt négative en ce sens qu'elle a servi à enseigner à nos pays ce qu'ils ne devaient pas faire sans leur suggérer ce qu'ils pourraient faire pour encourager leur développement économique. Il est essentiel d'arriver à coordonner la politique monétaire avec la politique fiscale et avec d'autres aspects de la politique économique y compris celle des syndicats, afin d'obtenir des résultats concrets qui répondent aux problèmes nés du développement économique et soient de plus capables de favoriser ce développement.

/Nous travaillons

Nous travaillons actuellement à ce rapport qui doit être présenté à la prochaine conférence de Rio de Janeiro, et je ne saurais vous dissimuler l'anxiété que nous causent certaines des vérifications faites au cours de notre travail. Prenons par exemple le cas de l'incompatibilité, due au bas niveau général du revenu réel en Amérique latine, qui existe entre le désir d'intensifier les investissements et le but, non moins louable, d'élever en même temps le niveau de vie des masses. Dans l'espoir de poursuivre ces deux buts simultanément, certains pays ont laissé l'inflation atteindre un stade certainement dangereux : celui de l'inflation des coûts de production. L'inflation des coûts est, en peu de mots, le processus selon lequel un pays n'ayant pu augmenter proportionnellement sa productivité se trouve dans l'impossibilité d'absorber l'augmentation des salaires et des charges d'assurances sociales. Ces augmentations se trouvent transmises d'un groupe à l'autre de la collectivité en une lutte stérile qui paraît ne jamais finir précisément parce qu'elle ne parvient qu'à réduire la productivité et disloquer l'économie au lieu d'introduire des conditions favorables à un accroissement de la production, seul moyen d'absorber ces nouvelles charges.

C'est ainsi que le processus classique de l'inflation traditionnelle, qui demeurerait dans la limite de l'action des banques centrales et de la politique fiscale, échappe actuellement aux banques, et la politique monétaire devient impuissante à retenir le processus de l'inflation.

Je considère ce problème comme étant de la plus haute gravité pour l'Amérique latine et il était de notre devoir de le souligner avec toute l'impartialité nécessaire.

Ceci démontre que la CEPAL ne se confine pas dans des études de caractère technique, mais qu'elle prête son attention aux grands problèmes de la réalité économique en Amérique latine.

/Enfin j'aimerais

Enfin j'aimerais mentionner un dernier point relatif à l'action pratique de la CEPAL. A Mexico, selon les recommandations faites au cours de conférences antérieures, la CEPAL s'est vue confier une tâche qu'elle va entreprendre en toute modestie : contribuer à la formation de petits noyaux d'économistes latino-américains spécialisés dans les problèmes du développement économique.

Ces économistes étudieront à la fois les analyses des conditions réelles qui s'élaborent dans nos bureaux et les problèmes théoriques qui leur permettront de concevoir plus clairement les aspects pratiques du développement économique.

Nous débiterons avec un petit groupe d'économistes choisis parmi ceux qui auront déjà eu une certaine responsabilité dans le développement économique de leurs pays respectifs; ils seront par là plus à même de contribuer à notre travail d'analyse en nous apportant leurs connaissances et leur interprétation des phénomènes de leurs propres pays, et ils assureront une fructueuse collaboration pour la tâche commune.

Il est généralement reconnu qu'une des grandes difficultés qui se présentent dans l'élaboration des programmes de développement économique est le manque d'économistes qui soient capables de les concevoir, et nous espérons que la CEPAL, grâce à cette initiative qui a rencontré l'appui le plus franc de l'Administration de l'assistance technique, pourra contribuer à répondre à ce besoin.

Je me suis référé jusqu'à présent à ce que j'ai appelé le premier secteur des activités du Secrétariat de la CEPAL, qui se rapportent au développement économique. C'est dorénavant le Centre de développement économique, dont la création a été recommandée par la Conférence de Mexico, qui s'occupera de ces problèmes.

/Quant au

Quant au second secteur de nos activités : l'analyse des faits et tendances récents de l'économie de l'Amérique latine, les possibilités d'action pratique sont beaucoup plus limitées comparées avec celles qu'offre le premier secteur du développement économique. Les résultats de ces analyses sont présentés chaque année dans l'Etude économique qui passe en revue les événements les plus importants de l'économie latino-américaine en relation avec les événements de l'économie mondiale. Afin de ne pas prolonger cet exposé, je n'entrerai pas dans les détails de notre méthode de travail; je dirai seulement que le délai qui nous a été accordé cette année grâce à l'ajournement de notre conférence annuelle nous permettra de présenter cette fois-ci un travail révisé avec plus de soin et rédigé dans un esprit d'unité et une vue d'ensemble que nous n'avions pas encore atteints dans les rapports précédents.

Enfin, en ce qui concerne le troisième secteur de l'activité de la CEPAL : le commerce international, nous nous sommes consacrés avec ardeur à une étude que la Conférence de Mexico nous avait recommandée de façon formelle : celle du commerce intrarégional, sans pour cela abandonner les rapports sur le commerce avec les Etats-Unis et l'Europe dont les résultats avaient été présentés aux conférences précédentes.

Le commerce intrarégional constitue un problème très sérieux, nous nous en rendons tous compte. La CEPAL explique dans ses publications antérieures comment le processus du développement économique oblige nos pays à changer la composition de leurs importations étant donné que le rythme du développement intérieur est supérieur à l'accroissement réel de leur capacité à importer mesurée par leurs exportations. De là vient que les changements dans la composition des exportations, provoqués et réalisés au moyen de tarifs douaniers et contrôles des changes, deviennent, examinés à la lumière des

/événements un

événements, un phénomène imposé à nos pays par les réalités de leur développement. Si l'on ajoute à ceci les conséquences de l'inflation, l'ensemble des facteurs a pesé d'un tel poids sur les pays sud-américains, que ceux-ci, à peu d'exceptions près, ont été obligés de réserver leurs devises disponibles aux secteurs d'importation qui présentaient le plus d'importance du point de vue de leur développement économique et de leur consommation, c'est-à-dire principalement aux importations de biens de capital, de matières premières et de biens essentiels. Le commerce entre les pays latino-américains a beaucoup souffert dans le processus. Pour quelles raisons? En vertu de quelles causes la nécessité de changer la nature des importations et de réduire certaines importations venant des Etats-Unis ou d'Europe pour faire place à l'importation d'autres articles, a-t-elle également entraîné la diminution des importations entre les pays de l'Amérique latine? Par une conséquence fatale du système des échanges, parce que le pays qui manquait de dollars ou de devises européennes se trouvait réduit, en même temps qu'il diminuait ses importations afin d'employer au mieux ses devises, à diminuer également ses importations provenant d'autres pays d'Amérique latine et payables en dollars ou autres devises fortes. C'est ainsi qu'un phénomène qui devait se limiter au commerce avec certains centres industriels a gagné toute l'Amérique latine, causant de grands dommages. Il faut souligner le fait que dans le cas des importations venant d'Europe ou des Etats-Unis, celles-ci ont été réduites dans le but d'en favoriser d'autres jugées plus favorables au développement du pays; la composition des importations en a été affectée plus que leur volume. Tandis qu'entre les pays d'Amérique latine, c'est presque la disparition des échanges qui est survenue, la diminution de certaines importations n'a pas été compensée par l'augmentation d'autres importations, puisqu'au contraire les devises ainsi libérées ont servi à

/acquérir des biens

acquérir des biens essentiels importés des Etats-Unis ou d'Europe. L'on a tenté de protéger le commerce intrarégional au moyen de divers types d'accords de compensation ou d'échanges, mais il faut bien l'avouer, l'expérience ne s'est guère montrée satisfaisante. Quels sont les facteurs responsables de l'échec de ces accords à supposer qu'ils aient pu être efficaces, point lui-même fort discutable? Où résident-ils? Quelle est leur nature? C'est l'étude à laquelle nous nous sommes attelés. Nous avons choisi dans ce but un groupe de pays latino-américains, car il serait impossible de les étudier tous à la fois. Si notre plan de travail est approuvé, nous le poursuivrons en l'étendant à d'autres pays. Mais nous n'allons pas nous contenter d'étudier les causes qui entravent les échanges entre les pays latino-américains, nous nous consacrerons également à l'étude systématique d'une série de produits déjà existants dont le commerce pourrait se développer à l'intérieur de l'Amérique latine et à celle de nouveaux produits qui pourraient figurer dans ces échanges.

Enfin il me reste à mentionner certaines études de caractère industriel qui font suite à celles que nous avons déjà présentées au cours de conférences antérieures.

Deux de ces études présentent une importance particulière; l'une porte sur la sidérurgie, l'autre sur le papier.

L'accroissement notable des besoins de l'Amérique latine en fer et en acier et les potentialités futures de ces besoins, qui sont non moins importantes, justifie une étude spéciale de ces produits. Nombre de problèmes sont nés, qu'une certaine expérience acquise en Amérique latine va nous aider à discuter.

La CEPAL termine actuellement un rapport qu'elle va soumettre à un groupe réduit d'experts d'Amérique latine et d'ailleurs qui doivent se réunir

/prochainement.

prochainement. Les discussions vont porter, quant à la partie économique, sur les possibilités de développement des industries sidérurgiques compte tenu des marchés souvent réduits de l'Amérique latine et sur les possibilités de spécialisation. D'autre part, certains problèmes techniques seront soulevés, qui promettent de donner lieu à d'intéressants échanges de vue entre les experts. Prenons le cas de la déficience du charbon de coke dans toute l'Amérique latine, qui constitue l'un des obstacles les plus sérieux au développement des industries sidérurgiques. On a eu, jusqu'à présent, recours à des solutions précaires parce que précisément nos propres ressources n'avaient jamais été étudiées sérieusement. Il en va de même dans d'autres secteurs de l'industrie sidérurgique. Des études spécialisées et des échanges de connaissances entre experts d'Amérique latine et d'ailleurs pourront conduire à la formulation de recommandations de la plus grande utilité pour nous.

J'ai l'impression, Messieurs, d'avoir déjà pris trop de votre temps. Je vous demanderai cependant de m'accorder quelques minutes supplémentaires pour évoquer, très brièvement, certains aspects de notre activité qui, en d'autres temps, ont suscité un intérêt spécial et provoqué d'abondantes discussions au cours de précédentes réunions. Il s'agit tout d'abord du problème de la coordination du travail. Il se trouve qu'un certain nombre d'organisations internationales travaillent dans le même domaine, ce qui a parfois donné lieu à une duplication des efforts que nous avons tous grand souci de voir disparaître. J'ai la satisfaction de vous communiquer que nous avons pu supprimer ces problèmes dans tous les cas concrets où nous les avons rencontrés. Le cas le plus important était celui de nos relations avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Pour pouvoir intégrer l'Amérique latine dans un programme général de développement économique, nous /avons besoin

avons besoin de connaître à fond la nature de ses problèmes agricoles. L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture se trouvait dans la même nécessité. Nous nous sommes arrêtés à une formule bien simple pour éviter de faire double travail : travailler en commun. Des économistes de l'organisation travaillent avec les nôtres et ils préparent en commun des rapports tantôt pour la CEPAL et tantôt pour la FAO; ainsi ont disparu de bien simple façon les problèmes de compétence et les discussions interminables et stériles qu'ils entraînent. C'est en appliquant des principes semblables que nous avons été à même de résoudre en d'autres cas ces difficultés qui semblent tant préoccuper le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il est certain qu'il n'était pas difficile de rencontrer la solution dans des cas comme celui-ci ci-dessus mentionné. Mais il est un cas de coordination où vous pourriez penser; Messieurs, qu'il s'agit presque plus de concurrence que d'aide mutuelle.

Comme vous le savez, il nous est arrivé dans le passé de nous trouver devant le problème de chevauchement d'activités avec le Conseil économique et social interaméricain. La question a été débattue à la Conférence de Mexico où je n'ai pas hésité à déclarer que le problème existait en théorie et non en pratique. J'ai souligné qu'il n'y avait aucune raison pour que ces chevauchements ne puissent être supprimés. Le domaine à explorer est en effet si vaste et il y reste tant à faire que deux organisations douées d'une capacité de travail plus vaste encore pourraient parfaitement coexister.

Nous avons en ce moment auprès de nous mon distingué collègue, M. Taylor, qui a apporté le programme complet de travail que se propose de poursuivre le Conseil économique et social interaméricain. Nous avons comparé ce programme avec le nôtre pour voir où il pourrait y avoir duplication de travail,

/et nous

et nous avons, en chaque cas, trouvé une solution satisfaisante.

Il a suffi de trois heures de conversation avec M. Taylor pour arriver à un véritable accord. J'affirme donc de façon péremptoire que le problème des doubles emplois n'existe pas et que, avec de la bonne volonté et un sentiment de responsabilité dans le maniement de nos ressources, il disparaîtrait, étant donné le nombre considérable de questions qui n'ont pas encore pu être traitées comme il conviendrait dans notre programme de travail.

J'aimerais terminer par quelques remarques sur le rôle qui revient à la Commission dans l'orientation à donner à certaines mesures fondamentales de coopération économique internationale. Deux domaines, en cette matière, intéressent particulièrement l'Amérique latine : la coopération technique et la coopération financière. Toutes deux en sont encore au stade expérimental et leurs principes doivent se fixer progressivement en s'inspirant des leçons de l'expérience. C'est dire que les principes initiaux sont sujets à révision puisqu'il aurait été impossible, il y a quelques années, d'avoir une vue d'ensemble précise du vaste champ des réalités économiques des pays qu'il est convenu d'appeler les moins développés économiquement.

Les réunions annuelles de la CEPAL offrent aux gouvernements d'Amérique latine et à ceux d'Europe qui y sont représentés, l'occasion de faire une analyse critique et constructive de l'activité internationale qui se poursuit dans ce domaine, ainsi que d'exercer une influence puissante et efficace sur l'élaboration de la politique suivie par les institutions respectives.

C'est là la conclusion à laquelle sont parvenus les économistes de la CEPAL. Nous sommes convaincus que les gouvernements de l'Amérique latine pourront trouver dans nos rapports des données et des estimations de plus en plus complètes et s'inspirer des principes directeurs d'une politique de coopération internationale, qui est d'une importance si vitale pour le développement de nos pays.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable "Return on Assets" (ROA) in the banking industry. The independent variables are "Capital Ratio", "Loan Ratio", "Cost of Funds", and "Asset Turnover". The model explains 85% of the variance in ROA.

Variable	Coefficient	Standard Error	t-Statistic	p-Value
Capital Ratio	0.15	0.02	7.5	< 0.001
Loan Ratio	0.20	0.03	6.7	< 0.001
Cost of Funds	-0.10	0.01	-10.0	< 0.001
Asset Turnover	0.05	0.01	5.0	< 0.001

The regression equation is: ROA = 0.15(Capital Ratio) + 0.20(Loan Ratio) - 0.10(Cost of Funds) + 0.05(Asset Turnover) + 0.10. The adjusted R-squared value is 0.85.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable "Return on Equity" (ROE) in the banking industry. The independent variables are "Capital Ratio", "Loan Ratio", "Cost of Funds", and "Asset Turnover". The model explains 78% of the variance in ROE.

Variable	Coefficient	Standard Error	t-Statistic	p-Value
Capital Ratio	0.12	0.02	6.0	< 0.001
Loan Ratio	0.18	0.03	6.0	< 0.001
Cost of Funds	-0.08	0.01	-8.0	< 0.001
Asset Turnover	0.04	0.01	4.0	< 0.001

The regression equation is: ROE = 0.12(Capital Ratio) + 0.18(Loan Ratio) - 0.08(Cost of Funds) + 0.04(Asset Turnover) + 0.15. The adjusted R-squared value is 0.78.

The following table shows the results of the regression analysis for the dependent variable "Return on Investment" (ROI) in the banking industry. The independent variables are "Capital Ratio", "Loan Ratio", "Cost of Funds", and "Asset Turnover". The model explains 82% of the variance in ROI.

Variable	Coefficient	Standard Error	t-Statistic	p-Value
Capital Ratio	0.13	0.02	6.5	< 0.001
Loan Ratio	0.19	0.03	6.3	< 0.001
Cost of Funds	-0.09	0.01	-9.0	< 0.001
Asset Turnover	0.06	0.01	6.0	< 0.001

The regression equation is: ROI = 0.13(Capital Ratio) + 0.19(Loan Ratio) - 0.09(Cost of Funds) + 0.06(Asset Turnover) + 0.12. The adjusted R-squared value is 0.82.